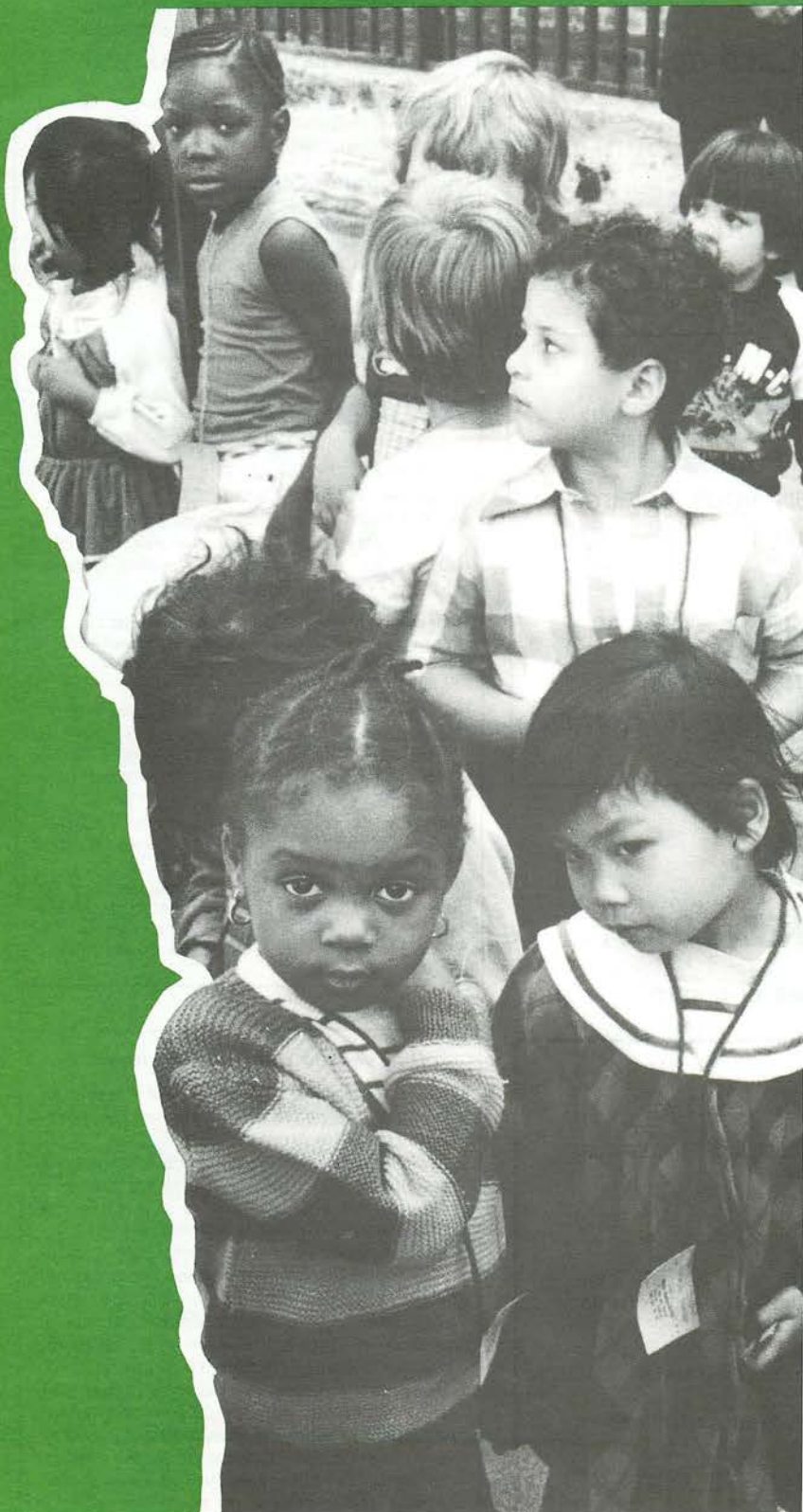


TRIBUNE DE GAUCHE

changer



DOSSIER IMMIGRATION

**Comment allier
effort public
et initiative privée**

**Une expérience
britannique**

**Le rôle
de la police**

**GENEVE
VOUS ACCUEILLE...**

LE CAFE DE PARIS

26, rue du Mont-Blanc

Tél. 32.84.50

*Grande spécialité d'entrecôte Café de Paris
servie jusqu'à 23 h.*

Fr. 22.50 Service compris

Connu mondialement

Ouvert tous les jours

Tout pour le camping...

Saviez-vous qu'avec le gaz Butane
vous pouvez cuisiner, vous chauffer, vous éclairer
et même... vous doucher ?

Consultez

François TAGINI S.A.

84, rue Ancienne 1227 Carouge, Genève

Ouvert le samedi matin

Tél. 42.35.35/42.41.60

CHANGER vous intéresse ? ABONNEZ-VOUS... INFORMEZ-VOUS...

Bulletin à renvoyer à l'une des adresses ci-contre

M./Mme/Mlle..... Prénom

Adresse

Code postal Ville.....

Pays.....

désire s'abonner à la revue CHANGER à partir du mois de..... 19.... et s'acquittera du montant de l'abonnement dès réception de votre facture (tarifs ci-contre).

désire bénéficier d'une prochaine campagne de promotion de la revue.

commande ... exemplaires du n° de CHANGER (paiement sur facture).

Date : Signature :

changer

TRIBUNE DE CAUX

Revue mensuelle

publiée par le Réarmement moral

Commission paritaire de la presse : N° 62060

Responsable de la publication :

Jean-Jacques Odier.

Rédaction et réalisation : Frédéric et Nathalie Chavanne, Philippe et Lisbeth Lasserre, Daniel Mottu, Charles Pigué, Philippe Schweisguth, Evelyne Seydoux.

Administration, diffusion : Nancy de Barrau, Maurice Favre, Hélène Golay, Colette Lorain.

Société éditrice : Editions, théâtre et films de Caux, S.A., Lucerne (Suisse).

Imprimerie : Publications Périodiques Spécialisées, 01600 Trévoux (France).

France : 68 bd Flandrin, 75116 Paris.

Tél. (1) 727.12.64.

Suisse : Case postale 3, 1211 Genève 20.

Tél. (022) 33.09.20.

ABONNEMENTS

annuels (11 ou 12 numéros)

France : FF 80 ; Suisse : Fr.s. 24. - .

Belgique : FB 575 ; Canada : \$ 17. - .

Autres pays par voie normale : FF. 90 ou Fr.s.

27. - . Pays d'outre-mer, par avion : FF. 100

ou Fr.s. 30. - . Prix spécial étudiants, lycéens :

FF. 40 ; Fr.s. 15. - ; FB 280.

Verser le montant de l'abonnement :

France : à « Changer » (68 boulevard Flandrin, 75116 Paris), par chèque bancaire, ou par C.C.P. 32 726 49 T, La Source.

Suisse : à « Changer », C.C.P. 12-755, Genève.

Belgique : au Réarmement moral, 123 rue Th. de Cuyper, Bte 39, 1200 Bruxelles, C.C.P. 000-057 81 60-40 Bruxelles (avec la mention « abonnement Changer »).

Canada : par chèque bancaire au nom de « Tribune de Caux », 387 chemin de la Côte Sainte-Catherine, Montréal, Québec H2V 2B5.

Zone franc d'Afrique : par mandat de 5 000 francs CFA (abonnement avion) ou 4 500 francs (par voie maritime) à « Changer » (68 boulevard Flandrin, 75116 Paris), C.C.P. 32 726 49 T, La Source, France.

Que veut le Réarmement moral ?

La refonte de la société ne peut s'opérer en définitive que par la transformation des hommes. Tel est le principe.

Une école du changement où les hommes apprennent à rechercher la volonté divine, à respecter les valeurs morales et à les rendre contagieuses. Tel est le cheminement.

Des équipes agissantes s'efforçant d'établir un dialogue fécond là où règne l'antagonisme, de guérir les hommes de leurs préjugés et de leurs haines jusque dans l'arène sociale et politique ou dans les relations internationales. Telle se présente l'action sur le terrain.

Conçu à l'origine et poursuivi depuis plusieurs décennies par des personnes animées par l'idéal chrétien, le Réarmement moral se veut ouvert à des hommes de toutes croyances dans un respect mutuel et en vue d'un combat commun pour un avenir meilleur.

Neuf pages sur l'immigration

Nos identités nationales sont en train de changer. Un vaste brassage s'opère du fait des migrations contemporaines. Le phénomène n'est pas nouveau, mais il est rendu plus aigu par les clivages culturels plus importants et par la révolution des communications. Même si l'immigration, dans nos pays européens, est freinée par la force des choses, nous devons accepter que nous vivons dans une société désormais pluri-ethnique et pluri-culturelle. Refuser le fait ne peut être qu'une position rétrograde et destructrice parce qu'humiliante pour ceux qui sont différents de nous.

Aménager cette société nouvelle de telle façon qu'elle soit la plus satisfaisante pour toutes ses composantes, telle est une des tâches prioritaires auxquelles doivent s'employer non seulement les gouvernements et les collectivités locales, mais tous les habitants de nos pays. Nous ne pouvons déléguer cet effort aux seuls pouvoirs publics.

C'est pourquoi nous avons rassemblé dans ce numéro de « Changer » un certain nombre de faits et de témoignages qui peuvent nous stimuler dans notre recherche individuelle et collective. L'exemple de Newcastle, en Angleterre, nous fait entrevoir la possibilité d'allier davantage l'action bénévole des citoyens responsables et l'action officielle. Il nous suggère aussi – comme l'expérience relatée concernant les quartiers nord de Marseille – ce que peut être le rôle de la police dans une meilleure intégration des populations. D'autres exemples nous montrent ce que peut faire le simple citoyen, s'il a suffisamment de volonté et d'imagination créatrice. La société de demain sera avant tout la résultante de notre esprit d'innovation.

Jean-Jacques Odier

A TRAVERS CHAMPS

Un essaim

Un de nos bons voisins, apiculteur de passion sinon de métier, nous avait chargé de transporter une ruche garnie d'un bon essaim de l'année dernière chez un de nos fils qui habite, à 300 km de chez nous, l'extrême nord-est du Cotentin. La porte d'entrée de la ruche dûment fermée, tout devait bien se passer... à condition que nous évitions soigneusement toute collision qui aurait pu bousculer la ruche et libérer les abeilles.

Les quatre heures de route avalées, la ruche installée à sa place, à l'abri d'un mur et face au sud, nous devions la laisser reposer une heure avant de l'ouvrir. L'initiative appartient ensuite aux butineuses qui sortent pour un court vol d'orientation. Elles doivent trouver un point d'eau, inspecter les arbres et les prés du voisinage et se mettre au travail aussitôt qu'un rayon de soleil réchaufferait un peu ce début de mai glacial.

Ensuite, c'est ce miracle de la nature qui permet à la colonie de vivre et de se multiplier, tout en rendant aux cerisiers et aux pommiers du voisinage l'indispensable service de transporter le pollen d'un arbre à l'autre, d'une fleur à l'autre.

Ah, si nous savions apporter dans chaque maison de la terre ce grain de pollen de l'Esprit qui permet aux fleurs et aux cœurs isolés de ne pas rester stériles !

Philippe Schweisguth

Caux 1984 « Renouveler la face de la terre »

Dans un peu plus d'un mois, et ce pour la trente-neuvième année depuis la guerre, le monde entier va converger sur Caux, le centre de rencontre et de formation du Réarmement moral, au-dessus de Montreux, en Suisse.

Chaque année, ce sont deux à trois mille personnes qui viennent participer aux sessions spécialisées (Europe, familles, Amériques, Afrique, industrie, etc.) se succédant tout au long de l'été, cette année du 7 juillet au 2 septembre. On vient aussi simplement passer quelques jours de découverte, de ressourcement ou de renouvellement dans un environnement privilégié qui favorise la rencontre avec l'autre, avec soi-même... ou avec son Créateur.

« Renouveler la face de la terre », tel sera le thème général des rencontres 1984. Utopique, la célèbre phrase du psalmiste ? Peut-être. Mais à celui ou celle qui, à Caux, entrevoit pour lui-même ou pour son pays le prochain pas du changement, elle redonnera l'espoir.

Philippe Lasserre

BONNE LETTRES

Couple et durée

Plusieurs de nos lecteurs ont pris au sérieux notre exhortation à écrire plus et plus vite à la Rédaction de CHANGER et nous en sommes très heureux ! Espérons que ce flux va s'amplifier.

A la lettre d'un abonné suisse qui se dit déçu par la couverture de notre numéro de mai (effectivement il y a eu un problème technique) s'ajoute celle d'un lecteur de Grenoble qui nous dit ses réflexions sur l'article *Le couple et la durée*. « Bravo pour le courage de ramer à contre-courant, écrit-il, et de ne pas chercher à être dans le vent. Le pape Jean-Paul II le sait très bien, lui qui tient le même langage courageux et à rebrousse-poil. Pourquoi a-t-on oublié de faire allusion à ses prises de position ? »

Sur le rôle du temps dans la vie du couple, notre lecteur ajoute également : « L'amour se nourrit du temps passé ensemble, les liens se forment dans les joies et les peines partagées. L'amour se nourrit du temps passé et aussi du temps à venir : Il nous projette dans l'avenir. Les projets peuvent permettre de se supporter l'un l'autre. Et chaque concession à l'autre est un petit deuil, une petite mort à soi-même, sans faire le deuil de soi-même. »

Quant à notre billettiste Philippe Schweisguth, il avoue

avoir, en un premier temps, très mal réagi à « l'étude doctrinale sur le couple et la durée annoncée en couverture par la vue postérieure de deux cadavres assis ». (Pitié pour le sculpteur Henry Moore ! Réd.) Puis, quelques jours plus tard, il s'est réveillé de très bonne heure et a noté dans son calepin les idées que voici :

« Le mariage n'est pas un arrangement humain. C'est le projet de Dieu. C'est l'édification de son peuple. Le bonheur est la conséquence d'une obéissance et pas d'une réussite.

« La cohabitation, c'est l'anti-couple et l'anti-famille. C'est un « essai », donc un échec de foi.

« Le moindre défaut de ma femme me fait souffrir comme je souffre de mal de tête. Je suis d'autant plus critique envers elle qu'elle est partie du tout, donc de moi.

« Plus qu'une association, plus qu'une « aventure à trois », le mariage est un sacrement, un être double, qui se manifeste par la joie des enfants ou, je suppose, par la douleur de n'en pas avoir... »

« Tout ce qui arrive à nos proches amis nous atteint plus ou moins profondément, mais pas intimement. Le risque, pour moi, c'est de devenir insensible au sacrement, de le prendre pour acquis et non plus pour un don permanent de Dieu.

« Le mariage, c'est un changement de nature, non de situation. »

POUR nous, réfugiés, l'espoir de retourner dans notre pays s'évanouit de jour en jour. Le problème de notre cohabitation avec les Français se pose donc de façon préoccupante et je suis à la fois inquiet et peiné de voir les Français se quereller sur la question des immigrés et des étrangers.

On parle beaucoup de nos différences. Or c'est ce mot qui nous divise le plus : il vous permet à vous, en toute bonne foi, de dire une chose, et à votre interlocuteur, en toute bonne foi aussi, d'en comprendre une autre. Pour les Français, il s'agit de différences de modes de vie, de confession ou de culture. Les immigrés, eux, vont peut-être avoir l'impression que leur groupe ethnique est moins désirable parce que trop différent.

On dit que le nombre de ceux qui demandent la nationalité française est peu important. Je prends mon cas personnel : je suis arrivé en France en 1975. J'ai d'abord obtenu une carte de séjour pour trois mois, puis pour un an. Parallèlement il a fallu se procurer une carte de travail. Chaque fois, il fallait subir un examen médical et d'autres contrôles. Si j'ai attendu 1978 pour déposer une demande de naturalisation, qui mettait un terme à toutes ces difficultés, c'est parce que c'était pour moi un déchirement, comme si on m'arrachait ma propre chair. Nous sommes tellement attachés à notre vie passée que nous la gardons le plus longtemps possible et, du même coup, gardons nos différences. Je dois rester comme une mémoire pour mes enfants, qui ont très peu connu le Vietnam et pour mes petits-enfants, qui, nés en France, ne le connaissent qu'à travers les quelques photos que j'ai pu emporter avec moi. Tant que nous serons encore portés par notre culture, l'insertion et l'intégration se feront mieux et sans heurts. Alors, aidez-nous à garder notre culture.

Les différences plaisantes et les autres

Parmi nos différences, néanmoins, il faut reconnaître celles qui sont folkloriques, plaisantes, plus acceptables, et celles qui sont franchement désagréables pour vous. Du coup, nous enseignons à nos enfants que c'est très bien de garder nos différences, mais qu'il faut mettre en sourdine celles qui sont désagréables parce que les Français, eux aussi, ont le droit de nous opposer leurs différences. C'est là le moindre des devoirs que nous avons envers le pays-hôte. Une certaine discrétion facilite la vie commune. En tout état de cause, les immigrés ne sauraient, au nom de la différence, prétendre former de véritables enclaves, de véritables ghettos sur le sol français. La sauvegarde de

Lors d'une rencontre récente consacrée aux changements qu'impose à la France le phénomène de l'immigration, M. Phan Van Tao, ancien directeur d'une entreprise textile au Vietnam, a fait un exposé remarqué sur les rapports entre immigrés et réfugiés d'une part, et les Français de l'autre.

ETRANGERS ET HOTES

Différences et valeurs communes

l'identité de chaque groupe ethnique, si légitime soit-elle, ne saurait se faire en provoquant l'éclatement de l'identité de la France.

A bien réfléchir, ce que nous appelons « différences », n'est-ce pas une autre manifestation de valeurs communes ? Par exemple, quand vous voyez un Vietnamien brûler des baguettes d'encens et se prosterner devant l'autel des ancêtres, cela vous paraît très différent. A tel point qu'un Français m'a demandé un jour : « Si ton père était un voleur, est-ce que tu pratiquerais quand même le culte des ancêtres ? » Nous ne sommes pas si cartésiens que vous, mais je lui ai répondu qu'il ne fallait pas se laisser tromper par des gestes hiératiques, que le culte des ancêtres, c'était surtout le respect de l'esprit de famille et la solidarité entre les générations. De plus, dans un pays pauvre, il n'y a pas de sécurité sociale. Alors il nous faut bien organiser la sécurité familiale !

Les réfugiés vietnamiens se réclament du confucianisme ou du bouddhisme. Je concède que ce sont là des confessions différentes des vôtres. Mais nous retenons surtout du confucianisme la passion de l'étude, le sens de la mesure, la recherche de l'équilibre, du juste milieu. Du bouddhisme, nous retenons surtout la tolérance. Il n'y a rien dans nos différences que vous autres Français ne connaissiez déjà ou que vous ne pratiquiez déjà. N'attardons pas nos regards sur les parti-

cularités extérieures et levons nos yeux vers les sources spirituelles. Nous découvrirons peut-être que nous avons un patrimoine commun et que chacun peut y apporter quelque chose, comme il peut toujours emprunter quelque chose.

« L'accueil, c'est un échange de civilisation »

Je voudrais ici remercier ceux qui s'occupent de multiples façons des réfugiés du sud-est asiatique. Mais les réfugiés et les immigrés ne peuvent pas toujours revendiquer des structures d'accueil sans accepter pour eux-mêmes certaines responsabilités. L'accueil, c'est un geste réciproque, c'est un échange de civilisation.

L'insertion économique et sociale est nécessaire, mais il y a avant tout à changer le comportement humain. Et c'est une mutation très douloureuse. Pour vous autres Français, qui vous voyiez investis, il y a quelques décennies, d'une mission civilisatrice pour les territoires d'outre-mer, il n'est pas facile d'accepter aujourd'hui que nous autres, enfants de la brousse africaine ou paysans des rizières tonkinoises, puissions avoir les mêmes préoccupations que vous pour la vie en France.

Echanges subis ou échanges voulus ?

Quand on est de pigmentation noire ou jaune et qu'on est détenteur d'une autre culture, il n'est pas facile de se draper de sa dignité pour faire comprendre aux Français qu'on est détenteur d'une autre culture, et ça ne passe pas toujours. Il est naturel que l'émigré soit tenté par un mouvement de « décomplexation » qui, au début, revêt souvent des formes très agressives. Nous avons de part et d'autre une manière arrogante de réagir. Il faut travailler en profondeur, de façon à conduire chacun à une plus grande humilité. C'est l'humilité qui ouvre la porte à la communication qui, elle-même, favorise la compréhension et devrait amener au partage. Alors notre position fermée de défense se changera en une position ouverte de dialogue. Nous aurons transformé les échanges subis en échanges voulus.

Dans tout ce travail, les organisations pédagogiques et culturelles peuvent faire beaucoup, ainsi que les écrivains et artistes immigrés. Surtout, je pense au rôle que peut jouer le Réarmement moral. Il doit être au cœur de cette action, parce qu'il nous met perpétuellement au défi de changer.

Phan Van Tao

FRANCE :

Immigration et crise économique

L'interaction de deux réalités

Le problème des immigrés en France est devenu une des composantes importantes de la situation économique et sociale du pays. La France compte actuellement entre quatre millions et quatre millions et demi d'étrangers, ce qui est peut-être beaucoup en valeur absolue, mais nettement moins, en pourcentage, que dans certains autres pays européens. La France a jusqu'ici été protégée des explosions qu'ont connues un certain nombre de pays, en particulier nos voisins britanniques.

En France, la manifestation la plus spectaculaire à laquelle nous avons assisté ces dernières années a été la marche organisée à travers le pays par les jeunes des Minguettes, ce quartier difficile de la banlieue lyonnaise. En montrant aux immigrés que les Français n'étaient pas tous racistes et que les enfants de l'immigration n'étaient pas tous des voyous, cette marche a eu une résonance plutôt positive. Certains des slogans mis en avant ont même été un vrai appel à la collaboration : « La France est comme une mobylette : pour avancer, il lui faut du mélange. » Malgré cela, si nous laissons les choses suivre leur pente naturelle, nous allons vers des tensions croissantes.

Trois faits

La situation présente est due à la fois aux caractéristiques de l'immigration elle-même et à certaines données de l'évolution interne de la société française. Trois faits importants distinguent l'immigration aujourd'hui : 1. La population immigrée est, pour l'essentiel, une population qui ne repartira pas. 2. Elle est appelée, dans les années qui viennent, à prendre une place croissante. 3. Elle s'intégrera moins facilement que par le passé.

L'opinion commence à prendre conscience du premier de ces faits. Celui-ci a été analysé de façon très précise dans le livre de Françoise Gaspard, *La Fin des Immigrés* (éditions du Seuil). Elle y explique que, dans une première phase, il y a vingt-cinq ans, l'immigration a pris la forme d'une sorte de *noria* : les gens venaient pour deux ou trois ans puis repartaient, chacun étant remplacé par un frère ou un cousin qui venait prendre le même emploi et qui, parfois, occupait le

même foyer. Vers la fin des années soixante, s'est produit un phénomène de sédentarisation, encouragé au début par les entreprises elles-mêmes. Le lien avec le pays d'origine restait fort : on retournait pour les vacances en Espagne, au Portugal, en Algérie, on s'y mariait. Mais, les années passant, la séparation familiale devenait plus pénible. Alors les familles ont commencé à rejoindre l'émigré. On est passé du foyer au garni ou au bidonville, du bidonville au béton. Le retour restait toujours présent à l'horizon, mais l'horizon reculait peu à peu. Ici on avait du travail, un logement. Qu'en serait-il là-bas ?

Lorsque le chômage arrivait et que l'emploi était perdu, il y avait les enfants, dont l'éducation avait commencé ici, dont la réussite était un peu la justification de l'émigration. A chaque retour au pays, l'immigré éprouvait un malaise. Il avait évolué différemment de ses compatriotes restés au pays. Cela était ressenti encore plus vivement par les enfants qui avaient entièrement grandi en France et qui se trouvaient très dépayés chez eux. Françoise Gaspard cite ce mot : « L'Algérie est mon pays de toujours ; la France est mon pays de tous les jours », qui traduit bien la dualité qui fait que, pour des enfants qui

ont grandi ici – et peut-être plus encore les filles que les garçons – le retour sera si difficile qu'il sera probablement exceptionnel. Ce qui n'empêche pas qu'on doive encourager le retour, s'il est souhaité par les intéressés eux-mêmes.

Deuxième aspect de cette immigration : elle est appelée à prendre davantage de place dans notre pays. En principe, le flux migratoire est arrêté depuis plusieurs années et la politique du gouvernement est de l'interrompre tout à fait. Mais le contrôle est très difficile et les entrées mal maîtrisées. La meilleure façon de maîtriser ce flux est la coopération avec les pays de départ ou de transit. Des efforts sont faits dans ce domaine, en particulier avec les pays du Maghreb. Car il est indispensable de maîtriser les flux à l'entrée, la générosité – ou la faiblesse – nous créant en réalité des devoirs ultérieurs nouveaux.

Le problème des réfugiés

D'autre part, il y a les réfugiés. Il ne s'agit certes que de quelques dizaines de milliers de personnes. Mais les demandes d'entrée en France augmentent et, dans les camps thaïlandais, cent quatre-vingt mille



Un intérieur maghrébin en France
« L'Algérie est mon pays de toujours ; la France est mon pays de tous les jours »



Dans les écoles, l'effectif des enfants de l'immigration va croître inéluctablement.

personnes attendent un pays d'accueil. Il n'est pas question de fermer nos frontières aux réfugiés ! Ce serait tourner le dos à notre tradition de terre d'asile.

Il y a aussi le problème des enfants d'immigrés. Même avec des frontières fermées, la population immigrée connaîtra une croissance naturelle. Ces enfants vont grandir. A l'école — et c'est un des aspects les plus brûlants du problème — la population immigrée va croître inéluctablement pendant encore une dizaine d'années.

Troisième caractéristique de l'immigration : elle va s'intégrer moins vite et moins facilement. En pourcentage, la population d'immigrés en France est à peine supérieure à ce qu'elle était il y a cinquante ans, à la veille de la dépression de l'entre-deux-guerres : un peu moins de 7 %. Mais ce n'est plus la même immigration : les Italiens et les Polonais d'autrefois sont remplacés, à côté des Portugais, par des Maghrébins, des Africains d'Afrique noire, des Asiatiques, etc.

Cette immigration est plus visible, d'autant plus qu'elle est davantage concentrée géographiquement. Les immigrés d'aujourd'hui ont des habitudes de vie plus éloignées des nôtres — du fait des différences de religion et de coutume — que ne l'étaient celles de l'immigration d'entre les deux guerres. Globalement, il y a chez eux un moindre désir d'assimilation et un souci plus grand de conserver leur originalité propre. Cela se traduit notamment par le fait qu'ils sollicitent relativement peu la naturalisation. Enfin, c'est une immigration qui commence à faire entendre sa voix, alors qu'elle a été longtemps silencieuse.

Emploi, logement, école

Simultanément se produisent certaines évolutions internes propres à la société française qui débouchent sur des situa-

tions critiques et viennent attiser encore les craintes. D'abord, les digues que l'on avait essayé d'édifier contre la montée du chômage sont en train de craquer. Ceci ne peut que renforcer le sentiment des Français, même s'il n'est pas fondé, que les immigrés prennent les emplois qui devraient leur revenir. Simultanément, la pénurie de logements locatifs s'aggrave à nouveau et les grands ensembles des années cinquante et soixante, de toute façon mal adaptés, qui ont accueilli une grande partie de cette immigration, vieillissent mal. Il en résulte pour beaucoup un voisinage forcé, difficile, dans des tours sonores et dégradées. En même temps, les Français découvrent aujourd'hui l'ampleur de la crise de leur système d'enseignement et s'alarment du taux des échecs scolaires. C'est dans ces écoles, déjà inadaptées, qu'afflue la vague des enfants de l'immigration avec leurs handicaps culturels. Il faut enfin évoquer l'augmentation assez spectaculaire de la petite et de la moyenne délinquance, qui augmente le climat d'insécurité très répandu. Les jeunes immigrés ne sont probablement pas plus délinquants que les autres, mais ils appartiennent à des milieux défavorisés où s'alimente largement la délinquance.

Sur chacun de ces plans, qui touchent à différents aspects de leur vie quotidienne, les Français appréhendent la présence des étrangers. Ils la perçoivent comme un phénomène d'aggravation de la crise et ils sont tentés de prendre une attitude défensive. De leur côté, les immigrés eux-mêmes sont gagnés par la peur : peur de la précarité de leur situation, peur de l'hostilité d'une partie de la population à leur égard, peur de la brutalité dont ils sont parfois l'objet de la part de l'appareil du maintien de l'ordre. Telles sont les données actuelles de la situation en France. Elles représentent un défi pour chacun. Aux remèdes que ces pages suggèrent s'ajouteront les mille et une initiatives que peut prendre tout citoyen responsable.

La rédaction

L'expérience

J'AI eu l'occasion, récemment, de me rendre à Newcastle, dans le comté anglais appelé Tyne and Wear, pour étudier en compagnie du commissaire divisionnaire de police Grégoire Krikorian (1), de Marseille, les mesures prises dans cette région pour favoriser l'intégration des diverses communautés ethniques.

Durant quarante-huit heures, nous avons pu établir des contacts approfondis avec beaucoup de ceux qui ont engagé, depuis dix ans déjà, une expérience de vie commune servant de référence à des efforts analogues dans d'autres villes anglaises.

Des impressions et données multiples, nous retenons surtout ce qui pourrait stimuler, en France et en Suisse, la réflexion de tous ceux qui agissent dans le domaine complexe de l'immigration.

La situation particulière de l'Angleterre

Il importe de noter, en premier lieu, les caractéristiques spécifiques de l'immigration au Royaume-Uni. Elle est constituée, pour l'essentiel, d'Antillais de langue anglaise, d'Africains, d'Indiens, de Pakistans et de ressortissants du Bangladesh venus au cours des dernières décennies, surtout depuis la décolonisation. S'agissant d'immigrants appartenant aux pays du Commonwealth, ceux-ci obtiennent aussitôt, à leur arrivée en Grande-Bretagne, la *nationalité britannique* avec les mêmes droits civiques que les Britanniques de souche. Depuis quelques années, l'immigration a cependant fait l'objet de restrictions sévères.

Relevons aussi la structure particulière de la police, totalement décentralisée en 43 corps autonomes correspondant plus ou moins aux délimitations des comtés. Elles sont placées sous l'autorité du Home Office (Ministère de l'intérieur), qui ne joue qu'un rôle de coordinateur entre les différentes forces de police. Faut-il aussi rappeler les liens traditionnels existant depuis longtemps entre les Anglais et leur police (la célèbre photo du bobby se penchant pour parler affectueusement à un petit garçon qui l'interroge correspond

(1) Voir en page 10 l'interview du commissaire Krikorian concernant son travail dans les quartiers nord de Marseille. M. Krikorian a fait le voyage à Newcastle à titre privé.

pilote de Newcastle

par Jean-Jacques Odier

à une réalité que beaucoup d'indices nous ont confirmée), et enfin le fait que seul un policier anglais sur sept est initié au maniement des armes. La plupart des policiers ne sont armés que d'un simple bâton. L'ignorance de ces données rendrait difficilement explicable la part essentielle prise par la police à Newcastle, comme dans d'autres régions, à la recherche d'une meilleure intégration raciale.

Souvenons-nous aussi des émeutes qui se sont déclenchées comme un feu de prairie dans certaines villes anglaises durant l'été 1981, bien que le facteur racial n'ait pas été déterminant dans tous les cas. Toujours est-il que ces événements ont eu des conséquences directes : prise de conscience, de la part de la communauté-hôte, des problèmes nés d'une immigration trop rapide et insuffisamment préparée ; le rapport établi à la demande du gouvernement par Lord Scarman et contenant de nombreuses critiques et recommandations concernant le rôle de la police. Lucidement, les forces de police anglaises se sont dotées, depuis, d'équipe-

ments anti-émeutes qui leur avaient fait cruellement défaut durant l'été 1981.

Un dernier point doit être souligné : les immigrés ont souvent tendance, en Angleterre, à se concentrer dans certains quartiers relativement centraux qui, du fait de l'exode vers les banlieues, n'ont pas fait l'objet, de la part des collectivités locales et des urbanistes, d'un soin assez soutenu. C'est ce que les Anglais appellent « inner city decline » (le déclin des centres urbains), et ce qui explique pourquoi les émeutes de 81 ont souvent surgi dans des quartiers de forte densité alors qu'en France l'agitation a touché en général certains grands ensembles de banlieue.

Des structures souples

Une dernière remarque : les structures créées par le pays du pragmatisme en matière de relations entre communautés ethniques semblent combiner de façon étonnamment souple l'initiative individuelle et l'action des pouvoirs publics. Dans la plupart des grandes agglomérations anglaises a été institué un « Community Relations Council » (Conseil des relations intercommunautaires : C.R.C.) qui permet de faire converger les efforts

des collectivités locales, des diverses institutions et des particuliers. La création de ces organismes, que nous analyserons en détail en ce qui concerne la région de Newcastle, est encouragée par la Commission nationale pour l'égalité raciale, une institution semi-gouvernementale siégeant à Londres. C'est elle qui paie les salaires du personnel permanent des C.R.C.

Le fonctionnement de ces conseils, nous avons pu le constater en participant à une rencontre nationale sur l'immigration et en rencontrant des membres de divers C.R.C., varie beaucoup suivant l'esprit de coopération qui anime ses dirigeants et le degré de tension régnant entre les partis politiques de l'agglomération concernée. L'expérience de Newcastle peut être considérée comme ayant réuni à ce point de vue les conditions d'une réussite.

Les instances de concertation à Newcastle

Le C.R.C. du Tyne and Wear (chef-lieu : Newcastle, municipalité travailliste modérée) est composé de sept représentants des collectivités locales ou régionales, de quatorze représentants des minorités ethniques (deux par pays ou groupe de pays d'origine), de sept membres élus à l'Assemblée générale annuelle et enfin d'un certain nombre de membres cooptés pour représenter les institutions de la région (police, Eglises) et les associations concernées par les relations intercommunautaires. Le comité exécutif du Conseil se réunit chaque mois. Pour l'action quotidienne, le C.R.C. est doté d'un personnel permanent de vingt-trois personnes, dont treize à temps partiel, s'occupant de divers secteurs d'activité : emploi, éducation, lo-

Une des raisons de la prise de conscience en Angleterre : les émeutes de 1981.

Visages de l'amitié



gement, services sociaux, loisirs, jeunesse, première enfance, relations avec les médias. Ce personnel permanent est chapeauté par le *Senior Community Relations Officer*, que l'on peut traduire par « délégué principal aux Relations intercommunautaires », poste pour lequel des personnes de n'importe quelle ethnie peuvent présenter leur candidature. Son rôle n'est pas de défendre les intérêts de tel ou tel groupe, mais de s'occuper des besoins de l'ensemble des communautés, rôle pour lequel les ressources nécessaires sont fournies par le gouvernement central et les collectivités locales.

A Newcastle, ce poste est tenu depuis quelques années par M. Hari Shukla, un Indien d'origine est-africaine. Bien que notre visite à Newcastle se soit faite à titre privé, M. Shukla a tenu à nous faire présenter à une série de personnes concernées par la question des relations intercommunautaires, depuis le chef de la police du Northumbria (comtés de Tyne and Wear et Northumberland réunis), le secrétaire général de la mairie de Newcastle, jusqu'aux dirigeants des différents groupes raciaux.

Parmi les impressions que nous avons retirées de ces rencontres, voici ce qui nous a paru particulièrement frappant :

Les relations d'amitié

– Une extraordinaire amitié lie tous ceux qui travaillent à l'harmonie entre les communautés, quelle que soit leur fonction ou leur appartenance ethnique. Le caractère de cette province aidant – c'est une population connue pour son tempérament jovial – nous avons constaté une totale liberté dans les rapports humains que nous autres étrangers n'associons pas toujours avec la nature du Britannique. On peut attribuer ce résultat au dévouement, à l'ouverture d'esprit et à l'absence de complexe de Hari Shukla, qui contraste singulièrement, d'après les recoupements que nous avons pu faire, avec l'aridité et le sectarisme politique de son prédécesseur. Ce parallèle, à lui seul, montre bien que de bonnes structures ne suffisent pas à créer l'esprit de coopération désiré.

Le rôle de la police

– Cette qualité de rapports humains existe aussi entre les porte-parole des communautés immigrées et la police. Nous avons pu nous en apercevoir lors des rencontres que nous avons eues à la Direction régionale de la police, au Com-



A gauche : signe d'une coopération croissante : Fred Dunmore, troisième à partir de la gauche, chargé des relations intercommunautaires à la police de Northumbria, et quelques collègues rendent visite aux responsables du temple sikh, lieu où l'on n'entre que la tête couverte. A droite : le commissaire divisionnaire Krikorian en conversation avec M. Sarang, président du C.R.C. de Tyne-and-Wear, et M. Hari Shukla.

missariat central de Newcastle et dans un commissariat de quartier.

La police de Northumbria a créé un service spécial chargé des relations intercommunautaires. Son personnel a été formé d'une façon précise et approfondie à comprendre les difficultés que les membres des différents groupes ethniques pouvaient avoir dans leurs relations avec la police. Ce service dispose d'un poste téléphonique dont le numéro est diffusé largement. Il encourage les visites individuelles ou organisées dans les commissariats de police de façon à dissiper la gêne et la peur porteuses de tensions.

Les services de police ont également accompli un travail considérable de relations publiques en publiant une série de brochures décrivant le fonctionnement de la police, ses droits et ses devoirs ainsi que les droits et devoirs du citoyen. L'une d'entre elles, intitulée *The Police and you* (la police et vous), a été diffusée en sept langues différentes y compris diverses langues du sous-continent indien et en chinois. Une autre, de présentation agréable, concerne la prévention de la délinquance et est destinée aux élèves des écoles.

Une coopération étroite s'est établie entre le C.R.C. et la police sous la forme d'un groupe de liaison où les différentes communautés sont représentées. Chaque fois que cela s'avère utile, le chef du service spécial et M. Shukla interviennent conjointement dans des situations de conflit. M. Shukla et les membres du comité de liaison ont un laisser-passer qui leur permet de se faire immédiatement identifier en cas d'urgence. Ils sont sou-

vent appelés pour apporter leur aide ou servir d'interprète lors d'enquêtes de nature quelque peu délicate.

– Le troisième fait à souligner est la part importante prise par les élites des différents groupes ethniques dans l'organisation et la représentation de leur propre communauté. Le clivage que l'on trouve souvent, par exemple, en France, dans certaines communautés immigrées, entre les intellectuels et les travailleurs nous a paru ne pas exister à Newcastle.

Conclusion

De telles structures sont-elles transposables dans la situation française ? Cette question appelle sans doute une réponse nuancée. Nous ne sommes pas habitués à cette convergence naturelle de l'action officielle et de l'initiative individuelle. Les policiers ont souvent été des mal-aimés et il sera sans doute difficile de changer du tout au tout l'image de marque de leur institution. Toujours est-il que l'exemple de Newcastle mérite d'être étudié de près par tous ceux qui croient à une coexistence possible des diverses communautés et qui espèrent que de nos différences mêmes surgiront une culture enrichie et un mode de vie amélioré. Encore faut-il que le concept même de la société pluri-ethnique et pluri-culturelle soit considéré par le simple citoyen et par la nation non plus comme une entrave ou une situation que l'on subit, mais comme une étape peut-être difficile, mais créatrice.

Jean-Jacques Odier

Un lien permanent entre les groupes ethniques

Le point de vue du délégué aux relations intercommunautaires

M. Hari Shukla, délégué aux relations intercommunautaires dans le comté de Tyne and Wear, est venu en avril 1983 participer à une rencontre sur le thème « vivre ensemble » qui a eu lieu à la salle polyvalente de Boulogne-Billancourt. L'intervention qu'il y a faite nous a semblé rendre compte si remarquablement du travail de rapprochement entrepris dans sa région que nous en publions ici les principaux passages.

Le monde entier est en train de devenir multiracial et multiculturel. La question raciale peut détruire une rue, une ville, le monde entier. Pour faire face à ce problème, il faut en premier lieu s'attaquer à celui des relations humaines. Tournons-nous donc vers ceux, originaires d'autres parties du monde, qui vivent parmi nous. Essayons de les comprendre, de découvrir leurs besoins, car ces gens ne représentent pas des problèmes, mais des *besoins*, qui sont ceux de notre société.

Il nous a donc fallu comprendre les besoins de ceux qui ont choisi de s'installer en Grande-Bretagne. Pour eux, qui venaient d'Inde, du Pakistan, du Bangladesh, d'Afrique, des Antilles et de la plupart des pays du Commonwealth, se pose en premier lieu un problème de langue. Le fait qu'ils ne peuvent pas, en arrivant, communiquer en anglais dresse aussitôt une barrière entre eux et la communauté-hôte. A quoi s'ajoute l'insécurité due au nouvel environnement. D'où l'absence de communication, l'incompréhension, le refus de contact et, de la part de la communauté-hôte, le reproche qu'ils constituent des ghettos et représentent une menace.

Nous avons commencé à travailler auprès des élus locaux et des autorités chargées de l'enseignement, des services sociaux, des services de santé, afin qu'ils comprennent les besoins culturels, sociaux et affectifs des communautés immigrées. Les enseignants aussi peuvent concevoir leurs programmes de façon à aider leurs élèves hindous ou musulmans à maintenir et à développer leur propre culture et les élèves britanniques à apprendre à respecter l'identité et les valeurs des autres. Dans notre région, la politique scolaire tient maintenant compte des données multiraciales de la société. Toute école, qu'elle ait ou non des élèves

appartenant à une minorité ethnique, enseigne les rudiments de la culture des groupes représentés dans la région.

Pour les travailleurs sociaux, nous organisons des stages de formation leur apprenant à connaître les différents groupes ethniques.

Nous avons aussi pris contact avec les partis politiques. Il est important qu'ils comprennent leurs responsabilités dans ce domaine, sinon ils auront tendance à exploiter et à récupérer les représentants des minorités.

La police et les minorités

Dans de nombreuses régions du pays, il n'y a aucune coopération entre police et représentants des communautés ethniques. Or nous sommes convaincus que la qualité des relations raciales dépend des relations que les minorités ont avec la police.

Il y a dix ans, nous avons organisé une réunion avec le *Chief Constable* (chef de police) du comté. Les représentants des deux bords, immigrés et policiers, se sont dit très franchement ce qu'ils pensaient les uns des autres. Puis nous avons constitué une commission permanente, composée de représentants de la police et de deux personnes par groupe ethnique.

Une fois par mois, nous examinons les problèmes qui ont surgi durant le mois écoulé. Nous parlons aux policiers des problèmes dont nous avons eu connaissance et ils nous parlent des difficultés qu'ils ont eues avec des immigrés. L'inspecteur chargé des relations avec les immigrés a envoyé une note à tous les commissariats demandant à être informé directement et personnellement de tous les incidents se produisant avec des immigrés. Cet inspecteur me téléphone tous les matins pour me tenir au courant des incidents de la veille. Nous retenons ceux qui nous paraissent graves et allons voir les parties concernées. Nous allons aussi rassurer les familles, ce qui aide déjà à faire tomber la tension. Puis l'inspecteur note sur une carte le lieu où s'est produit l'incident, de sorte que l'on se rende compte

des secteurs difficiles et que l'on puisse veiller à ce que la police soit particulièrement vigilante.

La formation des policiers est aussi très importante. Je visite deux commissariats par semaine. Nous tenons une petite réunion à dix ou douze. Le plus important, c'est que les policiers ne cherchent pas à forcer les immigrés à vivre comme les Britanniques. Il arrive que des gens me disent : « Nous mangeons du Yorkshire pudding, il faut aussi que vous en mangiez ! » Je leur réponds : « Non. Une société multi-raciale, cela veut dire que l'on fait les choses de différentes manières. Il ne s'agit pas d'assimilation, mais d'intégration. Une société multiraciale, c'est un atout et non un problème. » Nos vies s'enrichissent au contact de ces différentes cultures.

Comme les gens passent beaucoup de temps sur leur lieu de travail, nous avons œuvré dans le même sens auprès des syndicats. Il est important que les délégués d'atelier (*shop-stewards*) comprennent, eux aussi, la culture des autres groupes ethniques. Cela touche à des questions de fêtes religieuses, pour lesquelles il faut donner un congé, de lieux de prière pour les musulmans au moment du Ramadan, etc.

De même avec les patrons, qu'il faut encourager à envoyer aussi leur personnel immigré aux stages de recyclage à tous les niveaux.

Dernier domaine : les Eglises. Nous avons constitué un comité de liaison, auquel participent deux ou trois représentants de chaque religion présente dans chaque région. Nous discutons, lors de ces réunions, des différents aspects et des principes de toutes les grandes religions mondiales. Nous organisons des services inter-religions et, lors des fêtes religieuses des uns et des autres, veillons à ce que les autres groupes soient représentés.

Le plus important, c'est que tous ceux d'entre nous qui habitons la Grande-Bretagne apprenions à travailler ensemble. Car il y a aussi beaucoup de problèmes et de luttes entre les différentes communautés immigrées elles-mêmes.

Mon but n'est pas de vous brosser un tableau idyllique. C'est un travail où nous ne pouvons nous permettre la moindre complaisance. J'espère seulement que nous allons dans la bonne direction.

Dans les quartiers nord de Marseille

Entretien avec un commissaire divisionnaire

Bassens, la Busserine, les Flamants, la Paternelle, Fontvert, Solidarité, Félix-Pyat... Dans l'esprit de nombreux Marseillais, les noms de ces cités dortoirs du nord de la ville ont été, ou, dans certains cas, sont encore synonymes de violence, de vandalisme, de ghettos terrorisés par des bandes de jeunes délinquants. Non seulement ils ont été zone interdite pour la police, mais parfois les médecins, les infirmières, même les facteurs refusaient de s'y rendre.

Ce n'est donc pas par hasard que le commissaire divisionnaire de police Grégoire Krikorian, membre du Conseil national de prévention de la délinquance, a choisi ces quartiers comme terrain d'action. Action qui s'est révélée payante, puisqu'une vie normale a pu se rétablir dans plusieurs de ces cités. Comment le commissaire Krikorian s'y prend-il ? Nous l'avons interrogé, car derrière l'action, il y a toute une philosophie forgée depuis dix ans au contact des populations défavorisées.

– Il faut tout d'abord comprendre comment les choses se passent, me dit le commissaire divisionnaire. Par carence éducative des parents, souvent eux-mêmes déracinés, tiraillés entre deux cultures ou sous-cultures, des jeunes livrés à eux-mêmes en arrivent à jouer aux caïds. De là à tomber dans la délinquance, il n'y a qu'un pas. Forts de leur aura, ils attirent autour d'eux une dizaine ou une quinzaine de plus jeunes, en général des garçons faibles de caractère.

– Pourquoi seulement dix ou quinze ?
– La cohésion des bandes exige un contact direct, physique, entre leurs membres. En revanche, quand la police veut intervenir dans une cité, ils sont capables de mobiliser en quelques instants cent ou deux cents adolescents et les quelques policiers ne peuvent alors que battre en retraite.

– Ces jeunes sont-ils amendables ?
– La plupart, oui, et ils rentrent rapidement dans le rang dès que leurs chefs sont partis ou arrêtés. Mais il y aura toujours

deux ou trois caïds qui, hélas, demeureront irrécupérables.

– Que peut-on faire alors ?

– En arrivant dans ces quartiers difficiles, j'ai découvert que les actions de type « quadrillage lourd » et « opérations coup de poing » étaient inopérantes et qu'il ne fallait pas persévérer dans cette voie. Or, c'était la politique officielle. Les contrôles a priori effectués dans ce cadre-là sont mal supportés par les gens honnêtes qui ont l'impression d'avoir affaire à une police d'occupation ; et puis ils n'impressionnent guère les délinquants qui peuvent déjouer les pièges de ces déploiements de force trop visibles.

Une participation active de la population

La pratique du contact avec les milieux défavorisés et, en général, avec les populations immigrées – rappelez-vous, je suis moi-même un immigré ayant connu une enfance très difficile – m'a appris une leçon essentielle. S'il arrive que des parents, qui sont les éducateurs naturels de leurs propres enfants, démissionnent de leurs responsabilités dans ce domaine, il importe que la tâche éducative soit assumée par la cellule sociale à laquelle ils appartiennent.

C'est pour avoir jusqu'à présent refusé cette participation active de la population à des missions aussi prioritaires que les efforts déployés dans le domaine de la prévention sociale se sont toujours révélés stériles.

Seule l'action éducative engagée par des habitants aura une chance de s'avérer fructueuse, du moins si elle s'exerce par l'entremise des « grands frères » agissant pour le compte de la communauté et sous son contrôle.

– Que voulez-vous dire par « grands frères » ?



Le commissaire divisionnaire Krikorian, à gauche, lors de sa visite à Newcastle, en compagnie du Chief Constable Bailey, chef de la police de Northumbria.

– Dans la quasi totalité des populations non occidentales, et j'en ai encore eu la preuve lors de rencontres récentes en Angleterre avec des représentants des minorités ethniques, le « grand frère », qui peut être parfois l'oncle, le cousin, le voisin, représente aux yeux du jeune l'autorité, la loi, le pouvoir éducatif que les parents, pour une raison ou une autre, ne seraient pas en mesure d'exercer. C'est là un fait sociologique patent.

– Ce fait vous paraît important pour une action de prévention ?

– Tout à fait essentiel. La prévention ne peut se faire que si la population est associée à la mission de sécurité et de tranquillité publiques. Or, ni la police, ni les autorités civiles, ni les travailleurs sociaux, s'ils sont des Occidentaux, ne peuvent assurer l'éducation des jeunes immigrés, puisque dans le cas des cités marseillaises, c'est de ces populations qu'il s'agit la plupart du temps. Seuls les immigrés eux-mêmes, les parents, les « grands frères », peuvent prendre cette responsabilité.

– Alors comment pouvez-vous, vous policier, aider les populations immigrées à assurer cette tâche ?

– J'ai commencé par prendre contact avec les comités d'intérêts de quartier, puisqu'ils sont les premiers intéressés à la tranquillité locale. En général, ils sont animés par des Français, mais ils ont joué un rôle de contact extrêmement important. En ce qui concerne les cités d'immigrés, elles ont une vie associative très peu développée, mais il existe au moins des associations de locataires. Quand j'étais commissaire du 3^e arrondissement, j'ai commencé à rencontrer les dirigeants de ces associations. Parfois ils sont venus me voir pour me dire leur désarroi devant la violence et le vandalisme. Ils sont aussi

très préoccupés par la montée du racisme au sein de la population française. A ces dirigeants, je dis : le seul moyen de diminuer le racisme, c'est que vous assuriez l'éducation de vos jeunes. Prenez-vous donc en mains, organisez-vous, formez des associations structurées. Alors vous pourrez être assurés de la caution de l'autorité de police.

Une force de dialogue

Il s'agit d'abord de rassurer la communauté immigrée, de la « désinhiber » pour lui permettre d'assurer son intégration dans le corps social, de la rendre responsable, crédible, de la constituer en force capable de dialoguer avec les autorités, et même avec l'ordre patronal, détenteur des emplois dont leurs jeunes ont un si cruel besoin.

– Avez-vous un exemple précis de ces contacts avec les milieux patronaux ?

– Oui, dans le cas de la cité de Bassens. Le vandalisme était tel dans la zone industrielle proche – par exemple pillage de camions entiers par des jeunes de huit à douze ans – que les dirigeants des 150 entreprises de ce quartier allaient jusqu'à envisager de déménager leurs établissements. Ils ont compris que leur intérêt était d'aider financièrement un programme d'assistance éducative conçu et conduit à la diligence de la population de Bassens par l'entremise de quelques jeunes gens, originaires de la cité, anciens délinquants pour la plupart.

Toutefois, il faut reconnaître que, dans leur rôle d'animateurs et d'éducateurs inexpérimentés, ces derniers ont bénéficié du soutien décisif du directeur du Centre social. Il s'agissait, en somme, d'harmoniser des actions complémentaires, celle des Centres sociaux s'étant révélée en général inadaptée au traitement de la jeunesse difficile ou pré-délinquante résidant dans les quartiers défavorisés.

Depuis deux ans, la situation s'est complètement transformée. Devant la diminution spectaculaire du vandalisme, les industriels ont repris confiance et ont même embauché de jeunes Maghrébins. Ces solutions ont donc été bénéfiques à toutes les parties prenantes.

– Votre action s'exerce ainsi par des contacts individuels et, en quelque sorte, souterrains ?

PHOTOS : Thomas Bräckle : p. 15 ; D. Hintzen : p. 14 ; INSEP : p. 12 ; New World News : p. 4 ; Photographers International : p. 6 ; CNDP, Marc Pialoux : pp. 1, 5, 6 ; Peter Riddell : p. 8, 10 ; P. Schuller : p. 4.

– Absolument pas. J'ai toujours exigé d'exprimer mes idées sur la place publique et contradictoirement. Chaque fois qu'un responsable d'une association de locataires prenait contact avec moi, je proposais qu'une réunion soit organisée dans la cité même et qu'on me donne l'occasion d'y prendre la parole.

– Vous y alliez seul ? Vous n'aviez pas peur de vous faire chahuter, ou pire ?

– Non, j'y allais sous la protection des responsables de la cité, et c'est là que la loi des « grands frères » joue de la façon la plus naturelle. Les jeunes délinquants, même les chefs de bande, participaient à ces réunions. Mais ils ont respecté l'autorité des plus âgés lorsqu'elle se manifestait.

Un contrôle réciproque

– Quelles ont été par la suite les relations entre les populations immigrées, les jeunes délinquants et la police ?

– Les responsables de la cité contrôlent l'action des jeunes, la police contrôle l'action de la population, mais la police elle-même est contrôlée par la population. Il faut que ce contrôle s'exerce dans les deux sens.

– Est-ce là la façon de voir de la police en général ?

– Certainement pas. J'ai beaucoup de mal à faire accepter cela par mes collègues. Une telle imbrication est cependant la condition de toute discipline collective.

– Vous parlez de contrôle les uns sur les autres. Cela n'implique-t-il pas, pour les responsables des cités comme pour la police, d'utiliser parfois la manière forte ? Cela ne peut-il conduire à des abus ?

– Il n'y a pas d'abus précisément lorsque chaque individu est sous le contrôle de tout le monde. Parfois il faut utiliser la manière forte. Les responsables immigrés ne s'en privent pas, et les jeunes doivent savoir que leurs aînés sont capables de leur donner une bonne râclée. Mais je crois fortement à l'admonestation. C'est un terme qui paraît démodé, mais qui garde toute sa valeur dans la vie d'une communauté.

– Derrière toute cette « stratégie » qu'est la vôtre, n'y a-t-il pas un but plus lointain ?

– De telles relations entre les immigrés et la police ne peuvent se concevoir que dans un cadre de réconciliation et de compréhension mutuelles. C'est l'objectif que doivent par priorité s'assigner la hiérarchie et les personnels policiers en recourant au dialogue permanent à la base.

Propos recueillis par J.-J. Odier

Faits divers

Dans une commune de la banlieue parisienne, les habitants d'un quartier avaient lancé une pétition pour empêcher une famille maghrébine de douze personnes de venir s'installer dans leur rue. Ce fut en vain et ils ne devaient pas le regretter. Quatre mois après l'emménagement, cette famille avait à ce point gagné l'estime et la sympathie que tous ses voisins, à leur départ en vacances, lui confiaient les clefs de leur logement !

Habitant dans un immeuble de population mélangée – ce que les sociologues appellent pudiquement « un point chaud de proximité non choisie » – un Indochinois marie sa fille. Il a l'idée d'épingler dans l'ascenseur un bulletin ainsi libellé : « J'ai la joie de vous annoncer le mariage de ma fille. La réunion familiale prévue à cet effet risque de se prolonger fort tard dans la nuit et elle promet d'être bruyante. Je vous prie de m'excuser pour la gêne que cela pourrait vous causer. » Une heure plus tard, il est tout surpris de voir le papier surchargé d'autres inscriptions du genre : « Comme c'est sympa ! » « Meilleurs vœux pour les nouveaux mariés ». Il n'avait jamais pensé qu'il était si génial ! Mais depuis lors il rencontre sur son passage des visages plus ouverts, plus de signes amicaux.

Deux jeunes amis maghrébins habitent dans une même ville de la région parisienne. Leurs deux groupes d'immeubles, situés à 1 500 m l'un de l'autre, rassemblent de la même façon des populations très diverses. Rien ne devrait normalement les différencier. Et pourtant, dans un groupe d'immeubles, l'esprit est franchement mauvais, les relations tendues, dans l'autre il règne une coopération généralisée et un climat fraternel. De quoi déconcerter les esprits systématiques !

Un Africain entre dans une boulangerie et demande : « Madame, un pain s'il vous plaît. » Il s'entend répondre : « Il n'y en a pas. » Il est étonné, car les rayonnages ne sont pas vides, loin de là. Il pense qu'il s'est mal fait comprendre et répète : « Je voudrais un pain. » Même réponse : « Il n'y en a pas. »

L'homme commence à croire que la boulangerie y met de la mauvaise volonté et refuse de le servir à cause de la couleur de sa peau.

« Pourquoi ne voulez-vous pas me donner du pain ? Et tous ces pains, qui sont derrière vous ? – Mais ce ne sont pas des pains, ce sont des baguettes ! »

Il faut peu de choses pour créer des tensions, malgré la bonne volonté des interlocuteurs.

Les deux Mimoun

La « trouvaille » d'une institutrice

Dans cette classe de transition de la ville de Colombes, dans la région parisienne, Louisa Mimoun n'est pas la pire élève, mais, comme pour ses camarades françaises et maghrébines, c'est l'action qui compte plus que le travail intellectuel. L'institutrice, Mme R., cherche par tous les moyens à aider les Françoise, les Fatima, de sa classe à prendre des responsabilités, à avoir plus de confiance en elles malgré leur niveau scolaire médiocre.

Comment faire avec Louisa Mimoun, par exemple ? Sans le savoir, c'est cette élève qui provoque le déclic chez Mme R. : Mimoun ! N'est-ce pas le nom de l'Algérien qui a remporté pour la France le titre du marathon aux Jeux Olympiques de Melbourne en 1956 ?

« Connais-tu Alain Mimoun, le champion ? demande Mme R. à Louisa. Est-il de ta famille ? – Non pas du tout. – Eh bien, excellente occasion, enchaîne Mme R., tu vas voir que tu portes un nom illustre. »

L'aventure a commencé. Mme R. se procure l'adresse du champion par l'in-



Alain Mimoun

termédiaire d'un journal sportif. Bientôt, les élèves composent, en guise de rédaction, une lettre à Mimoun, dans laquelle elles disent leur admiration pour son exploit et l'invitent dans leur classe.

En attendant la réponse, Mme R. décide d'exploiter son idée par une série d'études et d'enquêtes qui culmineront par une *Journée Mimoun*, le jour où le champion viendra.

D'abord, en cours d'histoire, toute la classe étudie les guerres médiques au cours desquelles, en 490 av. J.-C., les Grecs battirent les Perses à Marathon. C'est après cette victoire qu'un messenger parcourut les quarante-deux kilomètres qui séparent Marathon d'Athènes pour annoncer la nouvelle. (Il mourut d'épuisement une fois sa mission accomplie).

En géographie, c'est le pays où Mimoun remporta son titre en 1956 qui fut l'objet d'étude : l'Australie.

Qui dit course, dit aussi chronomètre, minutes, heures, nombres complexes et vitesse horaire : voilà une source intarissable d'exercices en mathématiques !

Colombes possède un stade olympique : les élèves constituent un dossier sur le stade, sur les Jeux qui s'y sont déroulés en

1924. Elles font une enquête sur le fondateur des Jeux, le baron Pierre de Coubertin, sur les Jeux eux-mêmes, leur charte olympique, etc. Certains articles de presse sur Mimoun deviennent l'objet de fiches de lecture au cours de français.

La réponse de Mimoun parvient enfin : il accepte l'invitation.

La journée commence : des panneaux illustrés sont exposés avec les dossiers dans la classe. Mimoun parle. « Les élèves ont reconnu avoir été stupéfaites qu'un sportif de stature mondiale soit ce petit homme mince qui s'exprime en mots simples, commente Mme R. Il leur parle de sa passion pour le sport, de la morale sportive, de l'entraînement qu'il a suivi, des Jeux de Melbourne. » Il parle peu de lui-même, de la blessure qui aurait pu le priver d'un pied durant la deuxième guerre mondiale. Il répond aux questions que les élèves ont préparées et les exhorte à faire du sport.

Quand elle évoque ses heures de travail intense avec ses élèves de bords si différents, Mme R. s'anime, les mots viennent de son cœur : « Toute cette période a beaucoup apporté aux jeunes Maghrébines : elles se sentaient du même bord que Mimoun. Elles étaient fières qu'un des leurs soit sur la sellette et aussi sur le podium. Quelques semaines plus tard, elles organisèrent de leur propre chef un goûter pour toute la classe : au menu, des pâtisseries à l'huile de leur pays d'origine confectionnées par leurs mères. Quant à Louisa Mimoun, ces événements l'ont beaucoup aidée à se développer. »

Evelyne Seydoux

Redécouvrir le bon voisinage

Scènes de la vie quotidienne dans un quartier de Londres

Qu'est-ce qui pousse un ménage installé dans une jolie ville de province à décider tout à coup d'emménager en plein Londres dans le quartier de Shepherd's Bush, connu pour la forte densité de sa population étrangère et les tensions qui en résultent ?

Aline et Alan Faunce, qui travaillent comme animateurs avec le Réarmement moral, expliquent les raisons de leur choix et la façon dont ils l'ont concrétisé.

« Nous souhaitons faire l'expérience de la vie en milieu urbain, raconte Alan, et comprendre de l'intérieur les difficultés des habitants. En effet, comme bien des provinciaux, nous ignorions les réalités

auxquelles doivent faire face les résidents des grandes villes.

Pour commencer, nous avons sonné chez nos voisins pour faire leur connaissance. Ce sont des noirs de l'île de la Grenade, dans les petites Antilles. Quoi de plus naturel que de les inviter lorsque, un peu plus tard, nous avons pendu la crémaillère ! A leur tour, ils nous ont fait signe à l'occasion d'un concert. De voisins, nous sommes devenus amis.

Les habitants de la rue principale de Shepherd's Bush, et des rues adjacentes, ont fondé un comité de quartier intitulé « Forum des riverains de la rue Askew ». Ma femme, Aline, en tant que nouvelle

Echos d'Amérique centrale



Le Président Monge
à la réunion d'ouverture

venue, a été conviée par une voisine, Mme S., à une réunion de l'association où fut débattue l'organisation d'une fête de quartier. Aline saisit l'occasion qui lui était offerte pour aller avec Mme S. inviter à la fête toutes les familles en frappant à toutes les portes.

De fil en aiguille, Aline est devenue secrétaire du Forum. Ayant remarqué les difficultés que rencontraient certains habitants, notamment les personnes âgées, Mme S. et Aline ont décidé de lancer l'opération *Bon voisinage*. Ceux qui le désirent offrent leurs services et Mme S. et Aline les répercutent là où un besoin est décelé. Des habitants qui vivaient depuis des années dans la même rue ne s'étaient encore jamais adressés la parole. L'opération *Bon voisinage* leur a enfin permis de le faire.

Dès notre arrivée à Shepherds Bush, nous nous sommes rattachés à la paroisse la plus proche, qui est fréquentée par des représentants de toutes les communautés. Une école du dimanche assure la formation religieuse des enfants. Or, il y a deux ans, il ne se trouvait personne pour l'animer. Ma femme s'est offerte à condition qu'elle ne soit pas seule.

Une volontaire s'est proposée pour l'aider. Les petits de la garderie avaient besoin de nouveaux jouets. Une solution inattendue est venue de son mari, responsable de l'importante Maison d'arrêt située à Shepherds Bush. C'est lui qui a pris l'initiative de faire fabriquer ces jouets par certains détenus.

Dans bien des arrondissements de grandes villes, et chez nous aussi, il existe un comité officiel, le C.R.C. (1), destiné à promouvoir l'égalité entre les races. J'en fais partie. Chaque année ce comité organise un festival pluri-ethnique, où toutes les communautés apportent leur contribution. J'ai proposé que figure au programme la pièce *Clashpoint*, jouée par une troupe multiraciale et ai souligné que cette pièce pourrait favoriser une amélioration des relations interraciales à Shepherds Bush. La pièce fut donc jouée.

Dans notre quartier, déjà relié au reste du monde par l'origine de ses habitants, nous avons fondé un groupe d'action *Pauvreté-Tiers Monde*. Tandis que se préparent les élections au Parlement européen, ses membres ont décidé d'aller voir tous les candidats du secteur, afin de les aider à concevoir une politique européenne plus généreuse à l'égard du tiers monde.

Cette vie en milieu urbain est loin d'être monotone. Elle n'est pas sans exigence mais elle nous a beaucoup apporté. Et tout a commencé en frappant à la porte des voisins.

Alan Faunce

1) Voir page 7.

Qui connaît le Costa Rica ? Qui pourrait le situer du premier coup sur la carte ? Poser ces questions, c'est mettre le doigt sur l'ignorance crasse qui nous caractérise quand il s'agit de l'Amérique Centrale. Et pourtant, les journaux nous parlent quotidiennement de cette partie du monde.

Coïncé entre le Panama et le Nicaragua, ce petit pays, à peine plus grand que la Suisse et peuplé de deux millions quatre cent mille habitants, est appelé à jouer un rôle important dans le devenir de cette région troublée. On y est proche des volcans – au propre et au figuré. Le plus dangereux de ceux-ci n'est pas l'Irazu qui, avec ses 3 500 m, domine la vallée de San José, la capitale, qu'il recouvrit de ses cendres lors de sa dernière éruption. Non, il n'est pas facile au Costa Rica, seul pays stable et démocratique de la région, fier à juste titre de la spécificité que lui confèrent ses institutions, son système éducatif, son progrès social, de vivre tout proche de pays tels que le Nicaragua et le Salvador où la guerre des nerfs, quand ce n'est pas la guerre tout court, sont le lot quotidien. Le Costa Rica, qui n'a pas d'armée, a proclamé récemment sa « neutralité active et perpétuelle » dans les conflits centro-américains. On y sent bien, à l'instar de ce qui se passa en Suisse pendant la dernière guerre, que son avenir dépend largement de ce qu'il adviendra chez ses voisins.

Quatre présidents

C'est dans cette perspective que le président du Costa Rica, Don Luis Alberto Monge, avait accepté d'ouvrir personnellement une table ronde réunissant du 27 au 29 avril, sous les auspices du Réarmement moral, une cinquantaine de personnes venues d'Amérique centrale et du sud, des Etats-Unis et d'Europe. Evénement marquant s'il en fut. Le président tint à rappeler, devant la presse, la radio et la télévision comment, travaillant au BIT à Genève dans les années cinquante, il y avait reçu la visite de trois de ses illustres compatriotes, venus s'entretenir avec lui de l'avenir de leur pays ; il leur avait suggéré qu'avant toutes choses ils montent ensemble à Caux, où il avait déjà séjourné lui-même. L'année suivante, ces quatre hommes fondaient un parti politique qui a grandement contribué à enraceriner la démocratie au Costa Rica. Ces mêmes hommes devinrent tour à tour président de leur pays ! Les plus connus d'entre

eux*, Don « Pépé » Figueres, personnage historique à la de Gaulle, vint clore la table ronde et s'entretenir avec les participants.

Parmi ceux-ci, on remarquait des hommes de premier ordre : tel ce militant syndical guatémaltèque, condamné à mort dans son pays, qui sillonne la région depuis San José. Tel cet ancien ministre du Travail du Honduras qui travaille au siège régional du BIT ; leur connaissance des hommes et des situations devait nous être précieuse. Une délégation de sept personnes était venue du Salvador et, à quelques jours du scrutin final de l'élection présidentielle, on les sentait toutes bouillonnantes de l'espoir qu'une étape nouvelle s'ouvre enfin dans l'histoire de leur pays.

Des nombreuses interventions entendues, retenons l'essentiel :

1) Beaucoup de gens se demandent si les conflits centro-américains sont avant tout un affrontement Est-Ouest ou s'ils ont pour origine les injustices sociales et l'instabilité politique. Réponse unanime : « Les deux, bien sûr. » On ne peut attacher de l'importance à l'un des facteurs et oublier l'autre.

2) Il faut donc une solution *globale* aux problèmes de ces pays, qui tiennent compte à la fois des facteurs sociaux, économiques, politiques, idéologiques aussi bien qu'humains. C'est dans cette perspective que tous voyaient l'importance des idées-force qu'apporte le Réarmement moral et leur application.

3) Une note d'espoir s'est dégagée de ces journées. Certes, les dangers sont immenses. Lutter pour « la paix, la démocratie et la justice sociale » – un slogan souvent entendu – tient de la gageure dans le contexte actuel. Mais un fait est clair : ces pays sont sortis de l'isolement où les avait tenus l'histoire jusqu'à présent. Leur importance géo-politique et le conflit idéologique qui s'y déroule en font tout à coup les acteurs d'un drame qui se joue à l'échelle planétaire. Il faut beaucoup de clairvoyance et de courage moral à leurs citoyens pour parvenir à transformer leurs anciennes sociétés sans que de nouveaux impérialismes ne viennent se substituer aux anciens.

Ces journées ont été marquées par des « gestes » qui ne trompent pas. Après deux séances, l'un des participants re-

tourna chez lui chercher sa femme afin qu'elle pût bénéficier, elle aussi, de l'événement que constituait cette table ronde. Une famille du Salvador donna le témoignage émouvant que la stabilité d'un pays commence aussi dans les relations entre l'ancienne et la nouvelle génération. Une merveilleuse leçon de démocratie a été donnée par deux personnalités politiques noires de Jamaïque qui se firent des excuses publiques pour les « coups tor-dus » qu'elles s'étaient portées dans leur pays où règne une polarisation politique aiguë. Enfin, la contribution très positive apportée par des représentants des États-Unis faisait entrevoir le jour où Américains du nord et du sud vivront en « bons

voisins ». C'est, comme il se doit, Don « Pépé » Figueres qui eut le mot de la fin. Il le fit en citant les paroles du président de Colombie, M. Betancur, dont le slogan s'applique aussi bien aux peuples d'Amérique centrale qu'à ceux de partout ailleurs : « Si, se puede », dit-il et, ajoutait Don « Pépé », « se debe ». « Oui, on peut résoudre les problèmes – et il le faut ! »

Daniel Mottu

* Les deux autres étaient M. Orlich (décédé) et M. Oduber. Le président Monge entreprend ce mois-ci un voyage qui le conduira dans les capitales européennes pour y faire connaître la position de son pays. Il s'adressera à Genève à la conférence du BIT.

Rencontre en Colombie

Aux prises avec une situation intérieure extrêmement troublée et des tensions dans toute la région latino-américaine, le président colombien Belisario Betancur poursuit un but principal : la paix. La paix en Amérique centrale où, au sein du groupe de Contadora, il a lancé de nouvelles idées, notamment celle d'un « compromis latino-américain » entre gouvernements et groupes d'insurgés armés. Et la paix intérieure : 60 000 soldats sont engagés, dans les montagnes et dans la jungle, contre plusieurs bandes armées dont le nombre total s'élève à 16 000 hommes. Déjà, le président Betancur est parvenu à signer une trêve avec le plus important de ces groupes, le FARC-ERP, d'obédience communiste. Mais les attaques continuent et les Colombiens commencent à douter de la politique de leur président.

Comme à Caux

L'aumônier de la Présidence, ainsi que le chef du secrétariat présidentiel pour les questions sociales et le logement, Mme Heydé Duran, se trouvaient parmi les quelque cinquante Colombiens qui ont participé à une rencontre du Réarmement moral au milieu du mois d'avril. Elle se déroulait dans un Foyer de Charité à Zipaquirá, au pied de montagnes verdoyantes, à une quarantaine de kilomètres de la capitale, Bogota. Plusieurs participants étaient venus de l'étranger notamment du Brésil, du Guatemala, des États-Unis et du Canada et même d'Afrique du Sud. La question brûlante de la paix figura en bonne place.

Abordant le sujet de la paix intérieure, Marco Cordoba, président du puissant

syndicat de la métallurgie, souligna les dangers encourus par le pays tant que les problèmes sociaux les plus graves n'étaient pas résolus. S'en prenant à l'Eglise, selon lui une institution dotée d'une remarquable doctrine sociale et d'une grande force morale, il lui reprocha de laisser le champ libre à la progression communiste. Les partis politiques sont également paralysés, devait-il ajouter, par manque d'honnêteté et parce que les idées proclamées ne sont pas appliquées. « Dans ce pays, a ajouté un de ses collègues, il faut en premier lieu s'occuper de ceux à qui l'on n'a pas donné l'occasion de se faire entendre. »

Hôte, avec son épouse, de la rencontre, le cardiologue Alfonso Rueda, a raconté qu'après avoir séjourné en 1983 à Caux, le centre de conférences du Réarmement

moral en Suisse, il avait rêvé d'en recréer l'atmosphère dans son propre pays. C'est ce qui l'avait incité à organiser cette rencontre.

« Notre pays est catholique à 100 %, a déclaré lors d'un service religieux le supérieur de l'institution où se déroulaient ces journées. Mais nous avons adapté notre foi à notre style de vie. Il y a beaucoup de malhonnêteté et de fraude. Les gens du Réarmement moral nous ont montré comment le message radical de l'Évangile peut être vécu et transmis aux autres. »

Une « nouvelle humanité »

Après avoir montré un film sur son travail auprès des plus nécessiteux parmi la population colombienne (ils sont huit millions), Mme Duran a affirmé que cette rencontre lui avait redonné le courage de s'attaquer aux problèmes qui lui pesaient le plus. Son ambition, a-t-elle précisé, l'avait poussée à chercher les réalisations les plus spectaculaires. Elle a également pu mettre un terme à une brouille de dix-sept ans avec l'Eglise catholique.

Les jeunes venus participer à la rencontre ont animé chaque séance de chants latino-américains. Ils ont annoncé leur intention de se rendre prochainement à un rassemblement de jeunes au centre du Réarmement moral à Petropolis, près de Rio de Janeiro.

Les participants se sont séparés en décidant de tout mettre en œuvre pour le Réarmement moral de leur pays, qui traverse des heures extrêmement graves et pour y créer une « nouvelle humanité », comme l'a affirmé un intervenant, président du mouvement d'action catholique ACMI.

Peter Hintzen



A la rencontre de Zipaquirá : Marco Cordoba, président de la Fetramecol (Syndicat de la sidérurgie), à gauche, en conversation avec un industriel et Mme Helena de Tavera, vice-ministre colombien du Travail.

Londres : théâtre et racisme

En mars dernier, ce sont plus de 4 000 élèves de cent vingt-huit écoles qui ont bénéficié d'un programme offert par le Théâtre Westminster à Londres. Intitulé « Une journée dans un théâtre londonien », ce programme comprenait des explications techniques et une représentation de la pièce *Clashpoint*, suivie d'un débat avec la troupe. Acteurs et jeunes visiteurs se sont entretenus en toute honnêteté. L'un d'eux, un Noir, a raconté combien il avait été secoué lorsqu'il avait vu un de ses amis sauvagement attaqué par une bande de blancs à tête rasée, lui-même ne réussissant à s'enfuir que grâce à une Anglaise qui lui paya le taxi pour rentrer chez lui.

Lors d'une de ces journées, une élève blanche a déclaré que les conflits raciaux seraient résolus « si tous les Noirs retournaient là où ils sont nés ». Le chahut qui suivit ne prit fin que lorsqu'un des acteurs noirs de la troupe répliqua que pour lui cela voulait dire retourner... dans la banlieue ouest de Londres. Par la suite, après avoir longuement parlé avec cet interlocuteur, la jeune fille reconnut qu'elle s'était bornée à répéter les opinions de son père.

Les lettres reçues à la suite de ces journées montrent que beaucoup d'élèves ont découvert qu'ils avaient de forts

préjugés raciaux et que leur façon de penser était influencée par le concept de la lutte des classes. Dans la pièce, les scènes de conflits en famille ou à l'école leur ont permis d'aller à la racine de conflits semblables qu'ils connaissent eux-mêmes. « Je retire de *Clashpoint*, écrit l'un d'eux, que nous croyons tous déterminer la vérité et avoir des objectifs valables, les autres étant tous dans l'erreur. Les Noirs et nous avons les mêmes difficultés. Si nous étions traités avec la même attention, les choses changeraient. »

Hollande : espoir et changement

En plein cœur de la Hollande, cent trente jeunes et moins jeunes sont venus de plusieurs pays d'Europe pour une rencontre durant les journées de Pâques. Chacun s'était préparé, seul ou en groupe, à répondre à la question : « Quelle est ma contribution à notre monde en crise ? »

Si l'Iran, l'Irak, le Salvador et le Liban furent évoqués avec leurs misères et leurs guerres, on parla aussi de la drogue, du chômage, du racisme, etc. Les Scandinaves reprirent ces thèmes dans des sketches et des chants dont l'humour n'était pas absent. Des récits poignants sur la peur et la souffrance ont d'autant plus touché les auditeurs que, par le changement

et la foi, ces forces étaient devenues forces de progrès.

Un étudiant anglais raconta qu'après avoir pris conscience, lors d'un séjour à l'étranger, de l'arrogance des Britanniques, il s'en était excusé auprès d'un représentant d'une ancienne colonie. Il fut alors à même d'accepter la suggestion que lui fit un Indien de travailler pour l'amélioration des rapports entre les races en Angleterre. Aujourd'hui il s'occupe d'un club de jeunes à Brixton, un quartier de Londres connu pour ses affrontements raciaux. Avec plusieurs membres de ce club, il s'est récemment rendu en Jamaïque pour mieux connaître le milieu antillais.

Plusieurs participants venus de France ont apprécié la tolérance dont avaient fait preuve les participants les uns avec les autres. D'autres ont retrouvé l'espoir.

« Je voudrais me libérer du souci constant que j'ai de l'insécurité en Afrique, disait une Africaine, car cela m'empêche d'être une amie véritable. La peur d'être mal comprise m'empêche d'ouvrir mon cœur. »

Une étudiante a décidé de consacrer chaque jour du temps pour écouter sa voix intérieure, « car, dit-elle, c'est la base de tout changement ».

Surprenante Afrique du Sud

C'est pour entendre quatre personnes d'Afrique du sud qui, à leurs risques et périls, travaillent à l'évolution des mentalités en Afrique australe, qu'une cinquantaine de personnes se sont réunies à la maison du Réarmement moral le 10 mai dernier à Boulogne-Billancourt.

Un silence attentif a accueilli les nouvelles surprenantes qui venaient du pays de l'apartheid : par exemple, la décision de cent vingt-trois pasteurs de l'Eglise Réformée Hollandaise, soutien essentiel de la politique de Prétoria, de dénoncer l'apartheid et d'ou-

vrir leurs églises à toutes les races. Ou alors les efforts déployés par certains industriels dans leurs entreprises, notamment l'Anglo American Corporation, pour donner aux Noirs et aux Blancs un salaire identique pour un même travail ; permettre aux noirs de se syndiquer et d'accéder à des postes de responsabilité.

Nul ne pouvait rester indifférent à l'intervention de Sam Pono, de la tribu Xhosa : autrefois adversaire acharné des Blancs qu'il traitait d'exploiteurs, il dut récemment s'excuser envers des hommes de sa race pour les avoir exploités à son tour. Ni à celle de Mme Hofmeyr qui, refusant de se laisser diriger par la haine le jour où elle apprit que des responsables de la révolution mau-mau, au Kenya, avaient assassiné son père, se consacre avec son mari, depuis plusieurs décennies, à guérir les blessures et les haines et à créer la confiance entre les divers groupes ethniques en Afrique australe.

Les jours suivants, les Sud-Africains ont rencontré des responsables politiques et des personnalités de l'Eglise Réformée de France.

Nyons (France) : les étrangers et nous

« Notre foi en Dieu exige le respect de l'autre et la maîtrise de soi. » Cette phrase résumant l'attitude des communautés juive, chrétienne et musulmane de Nyons a suscité une rencontre organisée sous l'égide du Réarmement moral : « Les étrangers et nous ». Y étaient venus des étudiants de Montpellier, originaires du Maroc, de la Côte-d'Ivoire et de la Guinée. Le samedi, la projection d'un film sur l'Africain du Sud William N'Komo fut l'occasion d'un échange sur les causes du racisme et leur guérison. Le dimanche, tous les participants eurent un moment de prière à l'église catholique et furent reçus pour le repas dans la paroisse protestante.

Participants à la rencontre aux Pays-Bas



Swissair: First Class, Business Class, Economy Class.

A bord de tous ses avions.

Partout dans le monde.

Dès le 25 mars 1984, Swissair propose à tous ses passagers une First Class, une Business Class et une Economy Class. Et cela, sur toutes les lignes de son réseau mondial de 100 destinations.

Une First Class au confort exclusif et au service exclusif. Au sol comme en vol. Car dans le monde entier, le passager First Class dispose de guichets d'enregistrement First Class et de salons First Class, dans un nombre croissant d'aéroports. En guise de prélude au vol First Class à bord de nos Boeing 747, DC-10, Airbus A310 ou DC-9 spécialement aménagés. De l'espace à souhait, de confortables sièges-couchettes Slumberettes et trois menus à choix servis avec autant de compétence que d'amabilité sur les vols long-courriers: First Class, c'est le suprême confort assorti aux plaisirs raffinés d'une excellente table.

Swissair se devait d'offrir en outre à ses passagers une Business Class hors ligne. Dans le compartiment qui lui est réservé, le passager Business Class sera agréablement surpris par l'espace à disposition. Les nouveaux sièges, plus spacieux et plus confortables avec appui-tête et repose-pied, sont sensiblement plus espacés.

Et surtout, ils ne sont que sept par rangée à bord de nos DC-10 et seulement huit par rangée à bord de nos Boeing 747.

En Business Class, le service se doit d'être plus attentionné. Le personnel de cabine, plus nombreux sur les vols long-courriers, vous propose deux menus à choix dont les différents plats sont servis successivement. Après le repas, confortablement installé dans votre fauteuil, vous avez encore le choix entre huit programmes musicaux fidèlement retransmis par nos nouveaux écouteurs électrodynamiques ultralégers.

Bien d'autres privilèges sont réservés au passager Business Class: à tout moment, il peut interrompre ou différer son voyage. Il peut réserver sa place préférée, sur les vols long-courriers, lors de la réservation déjà. Et des guichets d'enregistrement séparés sont à sa disposition dans un nombre croissant d'aéroports.

Tout cela n'empêche pas Swissair de maintenir à un excellent niveau les prestations réservées aux voyageurs qui choisiront l'Economy Class.

Comme l'indique son nom, elle est particulièrement intéressante sur le plan tarif. Mais

voyager en Economy Class ne doit pas seulement être avantageux. Swissair a tenu à y ajouter l'agrément. Vous le constaterez notamment lors des repas, servis dans de la véritable porcelaine, avec de vrais couverts et d'authentiques verres à vin.

Et bien entendu, l'hospitalité traditionnelle de Swissair se manifeste tout au long du voyage par l'aimable prévenance du personnel de cabine.

Finalement, en offrant 3 classes à bord de tous ses avions et partout dans le monde, Swissair se montre équitable et répond ainsi à l'attente de l'ensemble de sa clientèle: une First Class pour les passagers qui apprécient par-dessus tout la distinction d'un vol Swissair. Une Business Class pour les passagers qui apprécient avant tout le confort d'un vol Swissair. Et une Economy Class pour les passagers qui apprécient surtout les tarifs qui leur permettent de voyager dans le monde entier avec Swissair.

swissair 